

À propos de la question nationale

Dans nos discussions récentes, sur l'URSS comme sur l'Allemagne, la question nationale a pris un relief presque aussi passionnel que celle du foulard. Entre autres aspects d'étouffement des libertés démocratiques, la mise en place du système stalinien de domination bureaucratique a eu pour conséquence un essor souvent souligné du chauvinisme Grand Russe et une négation des droits nationaux, allant, dans le cas des pays baltes, jusqu'à l'annexion forcée. Il est donc logique que la question nationale émerge comme l'une des manifestations majeures de la crise du système de domination bureaucratique.

Dans la résolution à adopter par le congrès mondial, nous avons à nous prononcer sur cette question démocratique fondamentale. Quand la polémique a commencé, dans le cadre des stages d'été, le projet de résolution sur l'URSS alors disponible prenait position en termes généraux mais sans ambiguïté :

« Les marxistes révolutionnaires luttent pour un monde sans frontière, pour l'abolition des particularismes et privilèges de toutes sortes, et pour l'intégration de toutes les nations dans une démocratie socialiste mondiale, où s'épanouiront conjointement universelle commune et toutes les cultures nationales et ethniques dans leurs aspects compatibles avec l'émancipation de l'humanité... Cette attitude fondamentale se traduit en premier lieu, pour les marxistes révolutionnaires, par la défense du droit des nations opprimées à l'autodétermination, y compris la séparation étatique, en tant que corollaire indispensable de leur action pour

l'unification dans la lutte des travailleurs de toutes nationalités et de toutes cultures. L'adhésion à un État multinational doit être librement réversible pour être viable. C'est dire que les marxistes révolutionnaires doivent défendre inconditionnellement cette liberté, tout en exprimant dans chaque cas spécifique leur position propre, dictée par les intérêts locaux et généraux de la classe ouvrière sur le choix qu'ils préconisent et pour lequel ils luttent : séparation, fusion, ou toute formule intermédiaire. »

Précisons :

a) Se prononcer pour l'exercice effectif du droit à l'autodétermination, ce n'est pas reconnaître passivement un droit, c'est s'engager à lutter (en URSS et ailleurs) pour qu'il puisse s'exercer et soit respecté. En tant que tel, le droit à l'autodétermination est donc un défi majeur à l'unité bureaucratique de l'État. Droit inconditionnel, il accepte d'avance l'éventualité de la séparation au cas où les peuples (baltes ou autres) en décideraient ainsi, par une initiative référendaire, ou, dans le cas d'une crise ouverte, par une procédure de démocratie directe. À notre niveau de responsabilité, cette réponse claire et générale suffit.

b) Il est vrai qu'elle ne préjuge pas de la réponse positive à apporter cas par cas, du point de vue de la nationalité opprimée, au droit à l'autodétermination. Cette réponse relève non d'une question de principe à sens unique mais d'un jugement politique concret de la situation concrète. Ce peut être la séparation et l'indépendance, mais aussi une forme d'autonomie (de statut) et de reconnaissance de certains attributs de souveraineté dans le cadre d'une fédération ou d'une confédération maintenue. Il est pour le moins hasardeux, sans avoir ni organisation ni le moindre camarade dans les pays baltes, en Ukraine ou en Arménie, de donner partout à la question

nationale la seule réponse de l'indépendance, c'est-à-dire de la constitution d'un État-nation indépendant. À moins de se payer de mots (nous y reviendrons) il faut en mesurer toutes les conséquences : en nous prononçant pour l'indépendance, nous nous prononçons pour un État, une armée, une police nationales, une monnaie et des douanes, un enseignement, des diplômés et des qualifications nationales, etc.

Ce n'est pas à l'évidence une question démocratique qui se situe sur le même plan que la liberté de la presse ou le droit de réunion. Si nous nous prononçons pour l'indépendance, nous devons, à moins d'être irresponsable, indiquer comment nous entendons lutter pour cette indépendance, sous peine d'apparaître toujours comme des indépendantistes platoniques et inconséquents face à des nationalistes plus conséquents qui se donnent les moyens (y compris militaires) de s'arracher à l'État oppresseur. Sinon, nous restons dans le bavardage velléitaire et creux.

À l'étape actuelle, nous sommes en mesure de nous prononcer sur ce qui relève d'un principe et d'une orientation générale : contre l'annexion forcée, le droit à l'autodétermination ! Mais nous ne pouvons, en tant qu'Internationale et à distance, transformer le droit en devoir et dire aux nationalités : non seulement vous avez droit à choisir votre destin, mais vous avez le devoir, entre diverses hypothèses, de choisir l'indépendance !

Ainsi, pour des raisons historiques la question juive (traitée par Lénine à juste titre comme question nationale) a rebondi après la guerre. Une telle oppression légitime pour le moins a le droit à l'autodétermination. Ce qui ne m'empêche pas, en tant qu'internationaliste et en tant que juif, d'être contre la formation d'un État juif (en Palestine ou ailleurs), qui est

une fausse solution et un piège mortel pour les juifs eux-mêmes.

Des camarades croient de bonne foi, en se prononçant hardiment dès maintenant pour l'indépendance généralisée, faire preuve de radicalisme antibureaucratique. Nous verrons. D'autres craignent, à partir d'analyses opposées, que la réticence à adopter le mot d'ordre d'indépendance ne traduise une conception douteuse de la défense de l'État ouvrier. Ce n'est pas le problème. La défense effective du droit à l'autodétermination, comme le dit la résolution, inclut et accepte l'éventualité de la séparation. Mais la surenchère en la matière tend à brouiller ce qui est notre proposition et notre projet, de ce qui peut être un avatar politique et (éventuellement une régression nécessaire).

En URSS, le programme de la révolution politique devrait inclure la perspective d'une fédération ou d'une confédération égalitaire d'États disposant du droit de veto sur les grands projets d'aménagement, d'une autonomie culturelle et linguistique, mais dans le cadre d'une planification démocratique redistributive (avec droit de veto des nationalités sur les grands projets d'aménagement les concernant, par exemple ; avec reconnaissance de la langue nationale comme première langue obligatoire dans les nationalités et possibilité donnée aux immigrants de l'apprendre sur leur temps de travail...). Telle est à grands traits notre option. La fragmentation de l'URSS en une mosaïque de petits États cloisonnés peut s'avérer un chemin nécessaire, mais ce ne serait sûrement pas un progrès.

Ainsi, dans le cadre du renversement du franquisme et de la montée du mouvement ouvrier contre l'État espagnol, nous avons revendiqué l'autodétermination des nationalités opprimées, tout en avançant la perspective

d'une fédération socialiste des républiques ibériques, dans ce cadre. Nous aurions pu et dû, dans ce cadre, prendre en charge plus résolument des tâches démocratiques (campagne sur les prisonniers, peut être défense du statut, initiatives scolaires – *ikastolas*) sans que cela implique nécessairement le mot d'ordre d'indépendance. La transition pactée a provoqué des différenciations et reculé la perspective d'une révolution socialiste. Dans cette nouvelle situation, les camarades basques et catalans revendiquent l'indépendance.

La question allemande a été l'occasion de nouvelles divergences confuses. Nous avons toujours condamné la partition de l'Allemagne comme un moyen d'étouffer, dans le cadre de Yalta, les potentialités de la révolution allemande au sortir de la guerre. Nous avons adopté le mot d'ordre propagandiste d'une Allemagne unie et socialiste comme résumant la remise en cause du partage de l'Europe, par le renversement de la bureaucratie à l'Est et du Capital à l'Ouest. Mais, comme toujours, lorsque la question nationale devient concrète, la réponse révolutionnaire ne se traduit pas de la même façon selon qu'on lutte dans la nation opprimante ou dans la nation opprimée. Dans la première, on met l'accent sur la reconnaissance inconditionnelle des droits nationaux ; dans la seconde, on met l'accent sur le contenu de classe de la question nationale. C'est le b-a-ba léniniste.

Dans le cas allemand :

● Dans les pays impérialistes ou en URSS, nous devons mettre l'accent sur le droit des peuples d'Allemagne à l'autodétermination, c'est-à-dire, à choisir souverainement de vivre dans un ou plusieurs États selon qu'ils le désirent. Pratiquement, nous devons lutter contre tous les obstacles à l'exercice souverain de ce droit : retrait des troupes, abolition de tous les traités et formes de mise en tutelle, etc.

● Cela dit, plus de quarante ans d'existence séparée des deux Allemagnes ont abouti à la création de systèmes sociaux différents. La division entre les deux Allemagne ne se limite pas aujourd'hui à une frontière artificielle, elle s'est aussi cristallisée en rapports sociaux différents de part et d'autre. L'Allemagne de l'Ouest est une puissance impérialiste de premier plan (et pas plus une nation opprimée que l'était pour Trotski en 1931 l'Allemagne humiliée par les conditions léonines du traité de Versailles!). Aussi, l'Allemagne de l'Ouest n'a pas le droit, au seul nom de sa supériorité démographique, de décider de l'avenir pour la population de RDA, qui a droit à une autodétermination spécifique.

Du point de vue des révolutionnaires en RDA, il est donc logique – tout en affirmant la perspective (aujourd'hui propagandiste) d'une Allemagne unie et socialiste (confédérée ou non) dans le cadre des États-Unis socialistes d'Europe – de refuser concrètement le plan Kohl et de poser leurs propres préalables à l'unification : retrait de toutes les troupes, sortie de la RFA de l'Otan, garantie de la protection sociale, plein emploi, alignement des salaires, contrôle ouvrier...

Cette question nationale est l'une des plus épineuses et controversées dans la tradition marxiste. C'est parce qu'elle ne donne pas matière à une théorie générale. On peut dégager des éléments de méthode, mais ensuite on entre dans le domaine de la politique concrète, des rapports de forces, des moments stratégiques précis. Certes, les droits nationaux font partie des revendications démocratiques mais dans une logique de classe. La nation est pour nous une donnée historique et non une mystique du sol ou du sang, ou de l'ethnie. La revendication nationale est toujours l'enveloppe d'un mécontentement et d'aspirations

sociales : quelles classes, quels groupes sociaux en sont-ils les vecteurs ?

Dans le cas des nations en formation contre l'impérialisme, la revendication nationale couvre les aspirations agraires de la paysannerie (droit à la terre), les aspirations culturelles de l'intelligentsia, éventuellement celles de la bourgeoisie nationale. Dans ces cas, nous sommes toujours du côté du nationalisme de l'opprimé. Dans les pays capitalistes développés, des oppressions nationales réelles peuvent se mêler à des structures sociales différentes. Ainsi, le nationalisme catalan, progressiste contre l'État espagnol peut-il devenir réactionnaire face au prolétariat andalou.

Enfin, il ne faut pas oublier qu'une prise de position pour l'indépendance ne suffit pas à définir les rapports avec le mouvement national dans chaque cas concret. Il est toujours difficile d'être plus nationaliste que les nationalistes purs, et le mouvement national se différencie nécessairement au contact des grandes forces sociales. Il y a en Euskadi un nationalisme bourgeois, tout le monde en convient. Mais dans une perspective indépendantiste, l'alliance nationale l'emporte logiquement sur les alliances de classe avec les organisations ouvrières taxées d'espagnolisme. La logique abertzale a sa cohérence : on peut démontrer que les nationalistes bourgeois sont inconséquents, mais comment lutter pour l'indépendance avec des partis ouvriers réformistes dont les représentants gèrent loyalement le gouvernement centraliste ?

Pour nourrir la réflexion quelques rappels sommaires et notes de lecture sur la question...

I. Rosa Luxemburg : « La question nationale et l'autonomie » (1908-1909)

Le programme du POSDR est pour une république démocratique qui « assure à toutes les

nationalités faisant partie de l'État le droit à l'autodétermination » (point 9). Le point 3 se prononce par ailleurs pour une large autonomie locale et régionale. Ces droits ne sont pas liés au socialisme. Rosa considère ce droit à l'autodétermination comme « un lieu commun » qui ne figure dans aucun programme socialiste, et notamment pas dans le programme du parti autrichien dont le programme de Brno réclame l'union dans une fédération.

Le parti russe est donc le seul à inclure l'autodétermination dans son programme, dans un sens qui, pour Rosa, n'a rien à voir avec celui que lui donnait la résolution du congrès international de Londres (1896), adoptée sous la pression du PPS polonais, qui repoussait la revendication indépendantiste anti-russe et introduisait l'autodétermination comme droit démocratique tout en insistant sur l'unité de classe. Le mot d'ordre d'autodétermination reste algébrique, note à juste titre Rosa. Il ne donne « aucune indication pratique pour la politique quotidienne du prolétariat, aucune solution pratique aux problèmes nationaux ». Elle va plus loin : « c'est dans une certaine mesure une manœuvre peut éviter le problème ». Ou bien il reste un cliché vide, ou bien il signifie un engagement à soutenir les tendances nationales, et alors il est à ses yeux carrément faux. Il faut raisonner cas par cas. Rosa se revendique non sans raison de la tradition de Marx en la matière : il a fulminé contre la revendication des Tchèques qu'il considérait comme une nation moribonde, de même que Engels n'accordait aucun caractère progressiste au nationalisme suisse de Guillaume Tell... (voir la réponse de Rosdolsky).

Pour Marx et Kautsky, rappelle Rosa, la tendance du développement de l'humanité n'est pas dans le sens de la fragmentation mais de l'unification. Certes, elle passe par des luttes,

non seulement entre classes, mais entre États nationaux. Cela dit, le retour à l'indépendance de petits pays est pour elle une illusion (une diversion) sous le capitalisme. Et plus radicalement encore : la promesse de l'autodétermination, c'est la régression aux petits États médiévaux.

De plus, en parlant de droit à l'autodétermination, on a toujours tendance à se référer à la notion de peuple qui appartient aux catégories idéologiques bourgeoises. À un certain moment de faible différenciation sociale, admet Rosa, la bourgeoisie représente le peuple dans un sens progressiste. Mais l'existence d'un parti socialiste ouvrier indépendant est la preuve que la bourgeoisie a cessé d'être le représentant de tout le peuple et que le prolétariat ne se cache plus derrière ses jupes. L'esprit de la résolution de Londres, c'est précisément que seul le socialisme peut donner un contenu concret à l'idée d'autodétermination, et devra passer dans la réalité une société qui soit un ensemble d'unités.

Elle souligne en outre (et non sans raison sur ce point I) que le droit à l'autodétermination n'est pas comparable ou assimilable aux autres droits démocratiques (liberté de presse, droit d'association, de réunion). Il ne se pose pas sur le même plan. Apparemment analogues, ces droits se situent sur des plans historiques différents. Les uns sont des formes d'existence de la société bourgeoise mûre, alors que l'autre, dit-elle, est métaphysique et seulement applicable sous le socialisme. Ici, Rosa a bien flairé une difficulté, mais elle la traduit aussitôt à sa manière (souvent semblable à celle du jeune Trotski) consistant à dissoudre la politique concrète dans les grandes tendances sociologiques de l'histoire (voir les critiques de la « lettre testament de Joffé » à Trotski). Prise au pied de la lettre, Rosa a été largement démentie par l'histoire concrète.

Mais elle avait raison sur un autre point : les droits démocratiques arrachés sont une arme de lutte, même imparfaite, pour le prolétariat, alors que la création d'un nouvel État institue un nouvel appareil de domination de classe (et non seulement des droits démocratiques).

Pour Rosa, la mission de la social-démocratie révolutionnaire est l'autodétermination de la classe ouvrière. Le peuple a droit à l'autodétermination ; mais qui exprime la volonté du peuple ? Qui est son plénipotentiaire ?

En 1906, *L'Iskra* défendait l'idée de l'autodétermination pour la Pologne sous forme d'une assemblée constituante souveraine et la tenue d'assemblées simultanées, panrusse et polonaise. Ce qui ne signifie pas, précise Rosa, que la participation polonaise soit une simple délégation de la Diète de Varsovie, ce qui reviendrait à donner une même représentation au prolétariat et à la bourgeoisie ! La gauche du PPS dut abandonner toutes ces histoires : que se passerait-il dans l'assemblée panrusse ? Que soutiendraient les socialistes russes ? Et si, dans l'assemblée constituante juive, les sionistes étaient majoritaires, que feraient les socialistes russes ? La constituante de Varsovie n'aurait de sens, conclut-elle, que si la Pologne imposait préalablement son indépendance par la force.

Aussi demande-t-elle, purement et simplement la suppression du point 9...

À propos de l'État national et du prolétariat, Rosa reprend à Kautsky les trois facteurs qui sont selon lui à la racine de l'idée moderne de nation : a) assurer un marché interne ; b) la tendance à la démocratie politique ; c) la divulgation de l'éducation dans les cercles populaires. Rien à voir donc avec un groupe ethnique. Les particularités nationales existent de longue date, mais la tendance à former un État national est liée à l'époque bourgeoise. Elle peut aboutir d'ailleurs à des résultats arbitraires. L'État alle-

mand divise ainsi les Allemands et annexe d'autres groupes. De même pour les Hongrois. Le patriotisme bourgeois, ironise Kautsky, est une arme à double tranchant.

L'unification étatique est donc bien l'axe des mouvements nationaux modernes. La bourgeoisie se développe dans le cadre du régime féodal. L'existence de l'État national moderne est le cadre de développement du prolétariat. L'idée que le prolétariat comme classe initiera la création d'un État national « serait absurde » (ici, même logique a-historique formelle ou formellement historique chez Rosa et Kautsky). La constitution de l'État national reste donc la stricte mission historique de la bourgeoisie. Le prolétariat peut y contribuer là où le développement bourgeois le requiert, mais sa mission propre est le socialisme (toujours la conception linéaire et non dialectique de l'histoire, pas pensée en termes de développement inégal et combiné !) c'est-à-dire le dépérissement de l'État national dans sa première fonction. Seules ses deux dernières racines, selon Kautsky, intéressent le prolétariat, car l'essence de l'État moderne, ce n'est pas l'indépendance nationale mais la domination de classe de la bourgeoisie.

Et la solution de fédération chère aux anars ? À traiter également d'un point de vue de classe, répond Rosa. Les XVI^e et XVII^e siècles ont été le théâtre de luttes entre le régionalisme féodal et le centralisme absolutiste qui préparait le terrain à l'État moderne. Le socialisme prolonge la tendance (!?). Il est donc l'ennemi du régionalisme et du fédéralisme qui sont souvent la couverture de la réaction.

Le capitalisme, argumente Rosa, engendre un nouveau centre de vie sociale, la cité, et une nouvelle couche sociale, l'intelligentsia professionnelle, porteuse d'une exigence : l'autogouvernement local basé sur la participation de

la population. « De même, écrit Rosa, que la commune urbaine et rurale, le district, le département ou la municipalité, la province ou la région doivent compter, conformément à l'esprit de l'autogestion moderne, avec une législation locale qui fonctionne dans le cadre des lois étatiques générales ; de même que l'autogouvernement national, en vertu de l'esprit démocratique, doit s'appuyer sur la représentativité populaire et sur le pouvoir législatif de la population, également dans le cadre des lois étatiques générales, dans le but de satisfaire les besoins socio-économiques et culturels spécifiques du pays. » L'autonomie politique, comme partie de la liberté politique de tout État est la forme la plus mûre de domination bourgeoise. C'est pourquoi elle est une nécessité impérieuse pour le prolétariat polonais en tant que classe : plus s'élargit le champ de la lutte de classe, plus avancent la maturité et la cohésion du prolétariat.

« L'individualité nationale d'un district déterminé dans l'État moderne, poursuit Rosa, ne constitue pas en elle-même une raison suffisante à l'autonomie régionale. Cet aspect de la question nous amène à examiner de près le problème de la nationalité en rapport avec la vie politique moderne. Les théoriciens du nationalisme ont coutume de considérer la nationalité en termes généraux comme un phénomène naturel, héréditaire, et immuable... » À propos de la controverse Bauer/ Kautsky, elle estime que, pour le premier, c'est la classe dominante qui véhicule la nationalité et que, pour le second, c'est la paysannerie qui la conserve. En réalité, estime-t-elle, le développement bourgeois promeut la formation d'une nouvelle couche sociale, qu'elle appelle l'intelligentsia professionnelle, et en fait le vecteur de l'idée nationale contemporaine et le pilier de la vie nationale. L'importance de la paysan-

nerie est réelle dans ce qu'elle qualifie de « conservation passive » (dans le sens conservateur) du sentiment national.

Si on conçoit l'autonomie non comme utopie mais dans un sens historique concret, le centre de l'autonomie est la grande cité, la bourgeoisie est son levier, et l'intelligentsia son milieu ambiant. L'autonomie nationale juive, non comme droits sociaux mais comme droit politique, est à ses yeux complètement utopique : pas de territoire propre. Elle enregistre un problème déjà nouveau, celui des croisements de population au Caucase (Géorgiens et Arméniens à Tbilissi), de même qu'en Lituanie, pour en conclure que seul l'autogouvernement serait une solution politique globale permettant de résoudre les droits sociaux et culturels dans toutes les nationalités.

Pour Rosa, comme pour Kautsky, le prolétariat est donc la seule classe dont les intérêts historiques sont radicalement antinomiques à l'État-nation. Posant le socialisme comme un dépassement imminent de cette contradiction, elle imagine de fait une dissolution rapide de la question nationale dans une démocratie autogestionnaire décentralisée, permettant de répondre aussi bien aux vieilles questions nationales territoriales qu'aux croisements de population qui tendent à déterritorialiser la question nationale (sans même évoquer le cas des juifs). Ce faisant, elle tend à escamoter la question nationale en tant que dimension immédiate de la lutte politique.

II. Bauer, l'autonomie et ses critiques

Depuis le congrès de Brno en 1897, le parti socialiste autrichien est fédéré en six partis nationaux. Cette solution provient de la crise du séparatisme tchèque. Bauer donne de la nation une définition historique. Non au spirituel-nationalisme ! Depuis Kant, « l'esprit du

peuple » n'est plus qu'un spectre romantique. Mais il rejette aussi le matérialisme national qui admet l'idée d'une communauté naturelle de territoire, de langue et de race, faisant du « caractère national » un précipité d'histoire, de l'histoire congelée.

Ainsi, dans le cas allemand, la communauté clanique a pu constituer une forme d'organisation économique, militaire, et religieuse. La communauté chevaleresque provient de la division du travail, entraînant atomisation territoriale, début de brassage de « peuples » sur le marché. La communauté culturelle est alors accaparée par la classe dominante. L'émergence de l'impôt centralisé engendre une bureaucratie d'État (Louis XI en France). Le développement de l'écrit de l'alphabétisation consolide une langue populaire (début XVI^e siècle).

La gestation du capitalisme moderne entraîne une intégration croissante de la population à la production marchande : « Seul le capitalisme moderne est parvenu à engendrer une culture réellement nationale du peuple entier. » Contre les définitions normatives de la nation par une série d'attributs formels, Bauer l'approche en tant que réalité relative, dynamique et historique : histoire + culture + langue. C'est la méthode qui lui permet de délimiter la nation d'autres formes de communautés.

L'État moderne résulte pour lui de la production marchande. Il garantit les conditions de production et de reproduction. Mais il ne surgit pas nécessairement comme État national (républiques italiennes !), de même que les nations n'existent pas nécessairement sous forme étatique. C'est le XIX^e siècle qui développe l'État nation. Mais pourquoi État et nation formeraient-ils nécessairement un couple rationnel ? Pourquoi la nation constituerait-elle naturellement une communauté politique ? Le moteur de l'affaire, c'est le nationalisme de la bourgeois-

sie, qui prétend présenter la nation comme « un végétal naturel ». Or, en raison de l'absolutisme, il y a des États nationaux ou plurinationaux (comme l'Autriche et l'Espagne). « Nations sans histoire » ne signifient pas, dans cette optique, qu'elles n'en aient jamais eu, mais qu'elles sont entrées dans une sorte d'hibernation quand leur classe dominante a été décapitée. Le capitalisme, contrairement à ce qu'avait imaginé Engels, peut réveiller les « nations sans histoires » en propageant son onde de choc sur l'artisanat, la paysannerie, et l'intelligentsia surtout qui joue le rôle de catalyseur.

Dans ce réveil, il arrive que la classe ouvrière prenne la tête de la lutte, parce qu'elle identifie l'exploitation et l'État oppresseur qui en est l'instrument. Mais politique de classe et intérêt national sont difficilement compatibles, estime Bauer. Contre le nationalisme naïf, c'est pour des raisons de classe que les socialistes sont contre l'oppression nationale. Ils doivent donc chercher une forme d'organisation étatique qui ne soit pas fondée sur l'oppression par une nation, d'où selon lui la revendication d'« autonomie nationale » comme « programme constitutionnel de la classe ouvrière dans toutes les nations de l'État des nationalités ». Le sens ultime de l'autonomie, c'est la production et la démocratie socialiste. Le sens immédiat, en tant qu'administration autonome, c'est un appui dans la lutte pour le pouvoir, « un pas sur la voie de la réelle autodétermination seulement possible sur la base de la production socialiste ».

Elle ne consiste pas en un principe territorial. Du fait de l'interpénétration croissante des populations, on aboutirait, d'un côté, à des régions administratives artificielles et, de l'autre, à des enclaves ou îlots linguistiques. D'où le principe de libre détermination individuelle : « libre déclaration de nationalité ».

Cette position de Bauer fut très contestée sur sa gauche (Strasser et Pannekoek). Pour Strasser, c'est la classe qui imprime son sceau à l'être tout entier? L'intérêt national est celui des «travailleurs du langage», qui constituent la base petite-bourgeoise de la revendication nationale : une querelle économique entre les travailleurs du langage et la petite bourgeoisie dans toutes les nations... Pannekoek se déclare d'accord avec Bauer sur la définition historique de la nation. Mais alors, ce n'est que dans la dernière partie du Moyen-Âge qu'auraient émergé les nations « au sens moderne du terme », en tant qu'État-nation ou État de nationalités, exprimant la volonté des classes bourgeoises montantes, une organisation de classe bourgeoise. Pannekoek accuse donc Bauer de rechuter dans la métaphysique de la continuité nationale allemande, alors que la nation est un « produit de la société qui disparaîtra avec elle », un « simple épisode ».

En ce qui concerne les tâches, Strasser et Pannekoek, au-delà du propre Bauer, sont en alerte contre le révisionnisme qui ronge la II^e Internationale. Contre l'idée d'intérêt national, Strasser reprend la fable de Menenius Agrippa : la grandeur nationale intéresse-t-elle les prolétaires, en flagrante contradiction avec *Le Manifeste communiste*? L'internationalisme n'est pas une somme de nationalismes. On ne combat pas le nationalisme au nom du nationalisme (en flattant les bons Allemands, en produisant français...) mais d'un internationalisme intransigeant... Mettant aussi en garde contre l'opportunisme national, Pannekoek pousse le bouchon : « La production mondiale organisée transformera l'humanité future en une seule et unique communauté de destin. » Il va jusqu'à évoquer la langue unique... Certes...

L'autonomie culturelle, pour Bauer, a pour fonction de lever les obstacles nationaux à

l'unification du prolétariat (question scolaire, libre circulation...). Mais, pour Strasser, il ne s'agit en fait que de « privatiser » la question, comme la religion, en déclarant individuellement sa nationalité. Pannekoek lui admet l'autonomie nationale comme « solution pratique qui rendrait sans objet la lutte entre nations ». Mais il l'oppose à l'autodétermination : « Le rétablissement de l'État national polonais n'a pas sa place dans la propagande socialiste [...] parce que le rétablissement d'une Pologne indépendante est utopique à l'ère de l'impérialisme. » À la différence de ce que pensait Marx.

Curieux débat.

En réalité, les critiques de gauche attaquent Bauer au nom d'un internationalisme abstrait, pour faire la part trop belle à la question nationale. Pourtant, la réponse en termes d'autonomie nationale (linguistique et scolaire sur la base d'une déclaration d'appartenance individuelle, privatisée, comme dirait Strasser) tente de traiter une question nationale explosive dans le cadre d'un État bourgeois pluri-national austro-hongrois. Ici, l'opportunisme résiderait dans la réticence à dynamiter cette monstrueuse Kakanie.

III. Lénine et le droit des nations

Moins que chez tout autre encore on ne trouve chez Lénine une théorie générale de la question nationale. C'est pour lui la question politique par excellence, un concentré de contradictions sociales, économiques, démocratiques, qui ne se traitent pas dans le cadre de schémas et de réponses toutes faites.

Les réponses s'insèrent dans une démarche stratégique. Elles n'ont de sens qu'en rapport à des rapports de forces et à une situation déterminés. D'où l'intérêt à le suivre dans ce domaine touffu et à s'étonner de la variété de ses réponses.

1. Avant 1913

Le projet de programme du POSDR (1902) pose pour principe le droit à l'autodétermination de toutes les nations dont se compose l'État. En février 1903, Lénine souligne dans *l'Iskra* l'extrême diversité de populations que l'on trouve dans le Caucase. Il n'en défend pas moins l'idée d'une organisation social-démocrate unique « pour lutter efficacement contre l'autocratie ». (Remarquons au passage que c'est cohérent dans une démarche « algébrique » d'autodétermination. C'est plus difficilement tenable dès lors qu'on fait sienne la solution de la séparation : comment lutter pour l'indépendance avec une organisation inféodée à un comité central supranational? La logique des partis par nationalités est alors imparable.) Il défend là aussi le droit à l'autodétermination « puisque la liberté nationale est l'un des aspects de la liberté civique en général », mais au Caucase, l'imbrication des nationalités est telle que l'autonomie politique est d'ores et déjà impossible à ses yeux. C'est pourquoi il ne prône que l'autonomie culturelle.

Il soutient aussi l'autodétermination des Arméniens et leurs revendications démocratiques, mais critique l'idée de république fédérative qui « suppose des entités nationales et politiques autonomes ». « Ce n'est pas l'affaire du prolétariat de prôner le fédéralisme et l'autonomie nationale, revendications qui se ramènent à la revendication de créer un État de classe autonome. » Le soutien des revendications autonomistes n'est pas, précise-t-il, une obligation constante et programmatique pour le prolétariat.

Dans *l'Iskra* du 15 août 1903, la « Question nationale dans notre programme » : « La reconnaissance inconditionnelle de la lutte pour l'autodétermination ne nous oblige pas à reconnaître n'importe quelle revendication d'auto-

détermination.» La tâche de la social-démocratie n'est pas pour lui la libre détermination des peuples mais du prolétariat (encore l'influence de Kautsky). La reconnaissance du droit d'association ne nous oblige pas à soutenir la formation de toute association ou l'alliance du prolétariat avec elle. Comme Kautsky, il repousse la revendication inconditionnelle d'indépendance. L'époque de Marx était celle des derniers mouvements révolutionnaires bourgeois. Aujourd'hui, à la veille de la révolution prolétarienne, on assiste à une réaction acharnée qui relègue au second plan la question nationale comme la question religieuse. Mais, précise Lénine, qui n'a pas une conception platement linéaire de l'histoire, on ne peut pas exclure des circonstances historiques dans lesquelles elles reviendraient à l'avant-scène.

En faisant de l'indépendance une étape nécessaire sur la voie du socialisme, le PSP conclut que la classe ouvrière polonaise doit affaiblir l'autocratie par la sécession au lieu de lutter avec le prolétariat russe pour le renversement de l'autocratie. Il prend pour but immédiat le morcellement et non le renversement de l'autocratie. Il aboutira en fait au morcellement du prolétariat lui-même.

En 1913, dans le programme national du POSDR, Lénine constate que la particularité du pays tient notamment à ce que la social-démocratie s'est constituée avant la révolution bourgeoise et continue à se construire pendant celle-ci. La théorie de l'autonomie nationale culturelle de Bauer oublie l'internationalisme et justifie le nationalisme raffiné de la bourgeoisie juive. La division de l'enseignement est antidémocratique. Nous sommes pour la libre disposition des nations.

Dans un discours de mai 1917, il revient sur les débats de 1903 et la double polarisation polonaise, entre le PSP et ceux qui quittèrent le

congrès plutôt que d'accepter le droit des nations à disposer d'elles-mêmes. Aujourd'hui, dit-il, Rosa et Piatakov recommencent. Il faut pourtant distinguer. Les sociaux-démocrates polonais luttent contre le chauvinisme. C'est internationaliste. Mais en Russie, affermir l'internationalisme c'est mettre l'accent sur le droit de séparation et en Pologne sur le droit de rattachement. Question de bon sens et pourtant précieuse à assimiler sans anachronisme : l'accent n'est pas mis de la même manière dans l'agitation du côté de l'opprimeur et de l'opprimé. Et cela vaut *a fortiori* pour une Internationale. Dans la nationalité qui opprime (par exemple la Russie), on met l'accent sur le droit à l'autodétermination, y compris la séparation. Du côté de l'opprimé, la question reste entière : séparation ou rattachement, et la réponse ne sera pas la même en tout temps, même pour une même nationalité...

2. Avant et pendant la guerre

En mai 1913, projet de plate-forme pour le IV^e Congrès. Le mot d'ordre d'autonomie culturelle est contraire à l'internationalisme. Nous sommes pour l'égalité des droits et toutes les revendications démocratiques. Mais, en tant que socialistes, nous combattons toute manifestation de nationalisme bourgeois, comme l'autonomie culturelle qui unit prolétaires et bourgeois et divise les prolétaires. La culture nationale est celle de la classe dominante. En Russie, seuls les bundistes reprennent le mot d'ordre qui, selon Bauer et Kautsky (qui considère les juifs comme une caste), ne s'applique précisément pas à eux (pour Bauer, « les juifs n'ont pas de langue commune, et pourtant ils sont une nation [...] »).

En juin 1913, thèses sur la question nationale. Le droit à l'autodétermination signifie la libre disposition politique, c'est-à-dire le droit

à former un État indépendant. Il est nécessaire du point de vue de la démocratie en général, du moment historique, des particularités de la Russie. La reconnaissance du droit n'implique pas de renoncer à porter un jugement cas par cas sur l'opportunité de se séparer. Lénine met alors en garde contre l'union politique avec la bourgeoisie nationale au-dessus des intérêts de classe (Pologne). Il rejette le mot d'ordre d'autonomie nationale culturelle, de culture nationale, d'autonomie nationale extraterritoriale (personnelle), ainsi que la rêverie réformiste des parlements nationaux (Bauer et Renner).

Dans une lettre à Chaoumian de novembre 1913, il s'oppose à l'idée d'une « langue officielle » obligatoire. L'obligation réduit, dit-il, la portée progressiste de la centralisation. L'État est déjà capitaliste, on ne peut lui donner plus de droits ! Chaoumian oppose l'auto-administration régionale à l'autonomie. Nous sommes jacobins, répond Lénine, mais en Russie l'autonomie va de soi. La craindre est réactionnaire et relève du « socialisme royal prussien ». Par principe, nous sommes contre la fédération. L'autonomie est notre projet. La séparation non. Mais, vu le nationalisme Grand Russe, il faut reconnaître le droit qui peut renforcer les liens au lieu de les briser. Le nier est opportuniste. D'autant que le droit n'est pas l'obligation.

Dans les « notes critiques sur la question nationale » (décembre 1913), Lénine défend l'idée de l'égalité des langues, « pour polémiquer avec sa propre bourgeoisie ». Il souligne les traits progressistes de la culture juive internationaliste, mais le mot d'ordre de culture nationale juive est frappé par un caractère étroit de caste (reprend le terme de Kautsky), complice des rabbins et des bourgeois. Lénine dénonce dans la foulée l'épouvantail nationaliste de l'assimilationnisme. Le capitalisme

réveille les nations, d'une part, mais multinationalise, de l'autre. Ces deux tendances sont la loi universelle du capitalisme. La première au début alors que la seconde tend vers le socialisme. L'autonomie nationale culturelle de Bauer érige le nationalisme bourgeois en chef-d'œuvre de la création en le lavant de sa violence. Il est impossible de détacher l'école du politique et de l'économique.

En juin 1914, «Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes» [...]. Qu'est-ce que ce droit? La nation bourgeoise est marché intérieur, unité de la langue comme de la monnaie (pour la communication). Lénine se déclare d'accord avec Kautsky : les États plurinationaux sont en réalité inachevés (?). Il distingue deux époques du capitalisme pour définir une approche concrète de la question : l'époque où les mouvements nationaux deviennent des mouvements de masse et pénètrent toutes les classes ; l'époque du capitalisme et des États constitués, avec un antagonisme de classe affirmé. Époque de l'éveil et époque du crépuscule de la démocratie bourgeoise. Même sur le terrain des droits nationaux, les socialistes ne sauraient jamais accorder à la bourgeoisie qu'un soutien conditionnel : nous sommes pour la bourgeoisie opprimée pour autant qu'elle lutte effectivement contre la bourgeoisie qui l'opprime ; pour autant qu'elle est pour son propre nationalisme bourgeois, nous sommes contre. L'Ukraine est-elle appelée à se constituer en État? Spéculation. Nous sommes pour le droit à se constituer en État et pour éduquer les masses russes dans ce sens.

Dans le même texte, Lénine développe une vigoureuse polémique contre les positions de Rosa et contre Trotski (tome XX, p. 473).

Dès le déclenchement de la guerre, face à une situation nouvelle qui va refondre les structures étatiques, Lénine se prononce pour une République allemande, une République polo-

naise, et des États unis républicains d'Europe.

En 1915, il revient à la charge contre Rosa dans «Le prolétariat révolutionnaire et le droit des nations». Rosa pense que, dans le cadre impérialiste, la question nationale est périmée. Elle regarde vers l'Europe et non vers l'Orient, l'Asie, l'Afrique. L'impérialisme signifie au contraire nations oppresseuses et nations opprimées. Rosa rejette, au nom de tendances historiques abstraites, tout programme démocratique révolutionnaire. Il est absurde, répond Lénine, d'opposer la révolution socialiste aux revendications démocratiques. Le programme socialiste est centré sur la division entre nations opprimées et oppresseuses. D'où l'accent sur le droit à la séparation, d'un côté, et sur l'unité de classe, de l'autre (faute de quoi on glisserait vers l'alliance avec sa propre bourgeoisie). En luttant contre les petits-bourgeois nationaux maladroitement, Rosa est accusée de faire involontairement le jeu de l'impérialisme. La démarche est reprise sous forme de thèses dans *La Révolution socialiste et le droit des nations à disposer d'elles-mêmes* (1915).

En octobre 1916, Lénine revient sur le bilan de la discussion. Il dénonce une sorte d'économisme selon lequel, puisque l'impérialisme a triomphé, il n'y a plus de question nationale, comme si dès lors que le capitalisme a triomphé il n'y avait plus que des questions économiques ou si la lutte de classe se réduisait à la lutte capital/travail dans l'entreprise. Il reprend les questions : la démocratie est-elle réalisable à l'époque de l'impérialisme? Qu'est-ce qu'une annexion (en refusant de soutenir l'insurrection des régions annexées nous devenons annexionnistes)? Bref, la question nationale est reformulée dans le contexte concret de la guerre. En général, on ne peut prêcher la fusion des nations en général ; sans droit des nations à disposer d'elles-mêmes pas d'interna-

nationalisme. Il cite à la rescousse une lettre d'Engels à Kautsky : la révolution ne fera pas du prolétariat un saint et la question nationale ne disparaîtra pas de sitôt. Face à l'insurrection irlandaise de 1919, il répète : quiconque attend la révolution sociale pure ne vivra jamais assez longtemps pour la voir ; la dialectique de l'histoire fait que des petites nations, impuissantes comme facteurs indépendants, sont des ferments et bacilles qui favorisent l'entrée en scène du prolétariat révolutionnaire.

Bref, Lénine applique à la question nationale sa conception de la lutte politique, qui n'est pas un reflet mécanique des antagonismes économiques, mais pleine de condensations, de déplacements, de transferts, une écriture hiéroglyphique plutôt qu'alphabétique, un champ spécifiquement structuré et articulé.

3. Pendant et après la révolution

Dans *Les Taches du prolétariat dans notre révolution* (septembre 1917), Lénine revient à la charge : la renonciation aux annexions serait formelle sans la reconnaissance effective du droit à la séparation. La démocratisation de la révolution prolétarienne renforcera son pouvoir d'attraction. Ne pas refuser les annexions, c'est justifier les guerres à l'infini. En outre, dès mai 1917, il réclamait une large autonomie régionale conformément à son ancienne lettre à Chaoumian (tome XXIV, p. 306). Il exige que soit reconnu par le gouvernement provisoire le droit à la séparation de la Finlande. En mai également, il formule un amendement au fameux point 9 du programme (critiqué par Rosa) en précisant que l'autodétermination signifie le droit de se constituer en État indépendant (tome XXIV, p. 486). Au premier congrès des soviets, dans son discours sur la guerre, il définit une fédération de libres républiques.

Le socialisme victorieux doit instaurer une

démocratie intégrale et par conséquent appliquer le droit des nations, et ne pas y renoncer sous prétexte que ces droits seraient devenus illusoire à l'époque de l'impérialisme. Contre Boukharine au congrès du POSDR (mai 1918), il affirme encore que le droit des nations doit lever les préjugés et aider aux différenciations du prolétariat d'avec sa bourgeoisie ou ses molahs, et cela vaut pour 95 % des nationalités. À ces questions nationales, répète-t-il encore, il n'y a pas de solution par décret : il ne faut pas s'effrayer à l'idée que les Ukrainiens puissent essayer plusieurs formules dans leurs rapports avec la Russie (tome XXX, p. 278).

Il faudrait encore, mais c'est un autre travail, étudier l'évolution de la législation soviétique sur les nationalités. Il s'agit seulement ici de rappeler de vieux débats. Ils n'ont pas valeur d'argument d'autorité, mais permettent de dégager quelques éléments de méthode et d'essayer de faire de la politique autrement qu'avec des formules passe-partout.

Pour résumer :

1. La nation moderne a comme contenu social spécifique l'unification d'un marché par la bourgeoisie, culminant dans la formation de l'État-nation. En son temps, elle joue un rôle progressiste en développant une universalité partielle qui dépasse les particularismes tribaux, ethniques, linguistiques (la nation moderne est dans la plupart des cas pluriethnique). D'où

l'importance dans la question nationale des questions agraire, scolaire, linguistique. Il existe par conséquent des États plurinationaux et des nations transétatiques. Cette situation ne se résout pas nécessairement par le principe : une nation = un État.

2. Dans le cadre de l'internationalisation croissante des forces productives, de l'organisation du travail, etc., les États-nations sont de plus en plus un carcan non fonctionnel. La formation d'États-nations ne joue pas en soi un rôle progressiste. La revendication d'indépendance face à une oppression (par l'impérialisme ou la bureaucratie) peut jouer un rôle mobilisateur en tant que revendication démocratique. Mais nous n'oublions jamais qu'une revendication démocratique qui débouche... sur la formation d'un État pose immédiatement la question de la nature sociale de cet État.

3. Dans toute question nationale, les tâches se formulent différemment du côté de la nation oppresseuse et du côté de la nation opprimée. Du côté de la nation oppresseuse, nous mettons l'accent sur le droit inconditionnel de la nation opprimée à l'autodétermination, à choisir souverainement son avenir. Cela ne veut pas dire que, du côté de la nation opprimée, nous donnions en tout temps et en permanence à l'autodétermination le contenu de l'indépendance : nous mettons l'accent sur l'unité de

classe, y compris avec le prolétariat de la nation oppresseuse, et nous pouvons, selon la situation concrète, répondre au droit d'autodétermination par l'indépendance, ou par une forme d'autonomie dans un cadre fédératif, en mettant l'accent sur les éléments communs de planification démocratique.

4. Dès lors que nous prenons position pour l'indépendance, se pose la question pratique de la stratégie de lutte effective pour l'indépendance, faute de quoi nous passerons pour des hypocrites qui se prononcent pour l'indépendance sans se donner tous les moyens de l'imposer à la nation oppresseuse. Aussitôt nous sommes obligés de définir une orientation par rapport aux forces nationalistes révolutionnaires et aux organisations ouvrières qui sont susceptibles de s'opposer à l'indépendance.

5. L'objectif – par exemple l'indépendance de nationalités dans le cas d'un État plurinationnel – ne détermine pas mécaniquement la forme d'organisation du parti. Ainsi, dans la mesure où existe un État à abattre et où le but de la lutte révolutionnaire est la conquête du pouvoir dans cet État, il peut exister un parti unique (comme ce fut le cas du POSDR), ou des partis séparés (en général dans les situations de type colonial : l'Irlande par rapport à la Grande-Bretagne).

Le Courrier du CC n° 48, 14 décembre 1989